Curriculum vitae développé

Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET

Né le 28 juin 1972, Marié, 3 enfants

Courriel : vincentperruchot@gmail.com

Situation actuelle

Maître de conférences hors classe en droit privé à la faculté de droit de l'université d'Aix-Marseille

Formation

2008 : Habilitation à diriger des recherches (HDR), Université d'Aix-Marseille

1998 / 2002 : Doctorat en droit, mention très honorable avec les félicitations de l'unanimité des membres du jury. Sujet traité : « Régime général des obligations et responsabilité civile », sous la direction du doyen Jacques Mestre

Premier prix de thèse de la Faculté de droit d'Aix-Marseille (meilleure thèse toutes disciplines confondues)

Prix de thèse de l'Association Française des Docteurs en Droit (AFDD)

Publication de la thèse aux PUAM en 2002

Certificat d'aptitude aux fonctions d'avocat (CAPA)

1995 / 1996 : D.E.A. de Droit privé, Faculté de droit d'Aix-Marseille, mention Bien

Prix Louis Aninard (Prix du major du D.E.A. de Droit privé)

1994 / 1995 : Magistère de Droit des affaires, fiscalité et comptabilité, Institut de Droit des Affaires de l'Université d'Aix-Marseille III, mention A. Bien

D.E.S.S. Droit des affaires et fiscalité de l'entreprise, Institut de Droit des Affaires de l'Université d'Aix-Marseille III, mention A. Bien

D.J.C.E. option droit interne, Institut de Droit des affaires de l'Université d'Aix-Marseille III, mention A. Bien

Prix de la société d'avocats Arthur Andersen International (Prix de droit fiscal)

Prix de l'ordre des avocats de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence (Prix de droit civil et de droit commercial)

Expériences professionnelles

Depuis 2004 : Maître de conférences à l'université d'Aix-Marseille

Enseignements assurés à la Faculté de droit d'Aix-Marseille :

- Cours de « droit privé notarial » en capacité 2e année
- Cours de « droit des obligations » en 2e année de licence
- Cours de « droit des responsabilités professionnelles et déontologies » en Master 1
- Cours de « droit des contrats d'affaires » en Master 1
- Cours de « droit des successions et des libéralités » en Master 1
- Séminaire en Master 2 recherche Droit économique sur « le droit des entreprises en difficulté »
- Séminaire en Master 2 recherche Responsabilité civile et assurance sur « les responsabilités professionnelles »
- Séminaires en Master 2 Ingénierie des sociétés sur « le financement des entreprises », « la fiducie » et « l'EIRL »
- Séminaire en Master 2 Droit et métiers de l'urbanisme, sur « la responsabilité et l'assurance des professionnels de l'immobilier »
- Séminaires en DESU « Prévention traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations » sur « le droit patrimonial de la famille et le droit des procédures collectives »
- Séminaires en DESU Banque et gestion de patrimoine sur « le droit patrimonial de la famille »
- Séminaire en DJCE (Diplôme Juriste Conseil d'Entreprise) sur le « droit des successions »

Enseignements à l'Université de Nîmes :

- Cours de « droit privé des biens » en 3e année de licence
- Cours de « droit patrimonial » en Master 1
- Séminaires en Master 2 sur « Les responsabilités professionnelles »

Depuis 2003 : Chargé d'enseignement à l'I.N.F.N, établissement d'Aix-en-Provence

- Séminaires sur le « droit professionnel notarial », aux futurs notaires (D.S.N. et D.N.) et aux collaborateurs de l'I.M.N.

- Séminaires en droit de l'entreprise et des affaires (D.S.N., D.N., I.M.N.)

- Cours de droit des successions (I.M.N.)

Depuis 2005 : Animateur de formation continue à destination des notaires, experts-comptables, experts judiciaires, avocats

Exemples de formations professionnelles assurées :

- « Le nouveau statut des experts judicaires », formation des experts judiciaires de la Cour d'appel de Nîmes, le 6 octobre 2005, organisé par la compagnie des experts judiciaires de la Cour de Nîmes

- « Actualisation en droit des obligations », « Estivales de la formation » Marseille les 29 et 30 août 2007, organisé par les Barreaux d'Aix-en-Provence et de Marseille

- « Actualisation en droit des sûretés », « Université du notariat » Aix-en-Provence, le 15 avril 2008, organisé par la Chambre des notaires des Bouches-du-Rhône

- « Actualisation droit du crédit » Aix-en-Provence, le 29 mai 2008 organisé par l'Institut de Droit des Affaires

- « Actualisation droit de la distribution » Aix-en-Provence, le 12 décembre 2009 organisé par l'Institut de Droit des Affaires

- « La fiducie », Nice, le 26 mai 2009 organisé par l'EDA du Sud Est dans le cadre de la formation continue des avocats

- « Le droit des créanciers dans les successions », Marseille, le 11 juin 2009, formation continue de l'Ordre des avocats au barreau de Marseille

- « Actualisation en droit des obligations (contrats, responsabilité, régime des obligations) », le 10 mars 2011 organisé par l'EDA du sud Est et le barreau de Marseille dans le cadre de la formation continue des avocats

- « Actualisation en droit des obligations (contrats, responsabilité, régime des obligations) », barreau de Tarascon le 2 décembre 2011 dans le cadre de la formation continue des avocats

- « La rupture des relations commerciales établies », barreau de Marseille le 15 décembre 2011 et Tarascon le 23 mars 2012 dans le cadre de la formation continue des avocats

- « Quel statut choisir pour l'entrepreneur individuel ? (auto-entrepreneur, entrepreneur en nom, EIRL, EURL), « Université du notariat » Aix-en-Provence, le 3 juillet 2012, organisé par la Chambre des notaires des Bouches-du-Rhône

- « La pratique du droit des contrats », barreau de Marseille, le 4 octobre 2012 dans le cadre de la formation continue des avocats

- « Actualisation du droit des contrats d'affaires », le 8 mars 2013 à Marseille organisé par l'Ecole des avocats du Sud Est dans le cadre de la formation continue des avocats spécialisés en droit des affaires

- « La négociation des contrats », le 24 mai 2013 à Grasse, le 18 juin 2013 à Nice, organisé l'Ecole des avocats du Sud Est dans le cadre de la formation continue des avocats

- « Actualisation en droit de la responsabilité contractuelle et délictuelle », le 20 septembre 2013 à Marseille, organisé par l'Ecole des avocats du Sud Est dans le cadre de la formation continue des avocats spécialisés en droit des affaires

- « Formation continue des notaires – stage jeune notaire », le 31 octobre 2013, CFPN d'Aix-en-Provence

- « Les clauses sensibles des contrats d'affaires », le 13 décembre 2013 à Toulon et le 16 décembre 2013 à Aix-en-Provence, organisé l'Ecole des avocats du Sud Est dans le cadre de la formation continue des avocats

- « Actualité de l'ingénierie patrimoniale », « Université du notariat » Aix-en-Provence, le 10 juillet 2014, organisé par la Chambre des notaires des Bouches-du-Rhône

- « Ingénierie patrimoniale, montage et optimisation », Aix-en-Provence, le 28 novembre 2014, organisé par Edilaix

- « Actualisation droit bancaire et du crédit », Aix-en-Provence, le 24 avril 2015 organisé par l'Institut de Droit des Affaires

- « Les risques juridiques encourus par l'entrepreneur et sa famille en cas de reprise d'entreprise », dans le cadre d'une formation de l'association CRA, Aubagne, le 3 juin 2015 et le 6 octobre 2015

- « Le cautionnement », Aix-en-Provence, le 14 mars 2016, organisé dans le cadre de la formation continue des avocats du barreau d'Aix-en-Provence

- « Les risques juridiques encourus par l'entrepreneur et sa famille en cas de reprise d'entreprise », dans le cadre d'une formation de l'association CRA, Aix-en-provence, le 1er juin 2016

- « La réforme du droit des contrats », Paris le 15 avril 2016 organisé par Edilaix à destination des avocats

- « La réforme du droit des obligations », formation assuré à Gap pour le barreau des Hautes-Alpes le 8 juin 2016

- « La protection du patrimoine de l'entrepreneur » formation au château Saint-Hilaire à Coudoux pour le CNCGP Paca à destination des conseils en gestion de patrimoine indépendants le 23 juin 2016

- « La réforme du droit des obligations et la pratique notariale », « Université du notariat » Aix-en-Provence, le 7 juillet 2016, organisé par la Chambre des notaires des Bouches-du-Rhône

- « La réforme du droit des obligations » Digne 7 octobre 2016, organisé par l'Ecole des avocats du Sud Est dans le cadre de la formation continue des avocats

- « Présentation du droit des procédures collectives » dans le cadre d'une formation de l'association CRA, Aix-en-Provence, le 16 novembre 2016

- « Incidence de la réforme du droit des obligations sur le droit des procédures collectives », conférence dans le cadre de l'association « Prévention et retournement », cabinet BBLM, Marseille 22 novembre 2016

- Présentation générale à l'occasion d'une conférence de la CEFIM (communauté économique et financière méditerranée) sur le thème « Reprendre une entreprise en crise : comment saisir les opportunités en toute sécurité », Palais de la bourse, Marseille le 19 mars 2018

- « La protection du chef d'entreprise, l'entreprise individuelle, les sociétés, in « Le notaire conseil du chef d'entreprise », formation INAFON, Ile de France, 11-12 avril 2018 et 16 et 17 mai 2018

- « La SCI, au service de la structuration et de la transmission d'un patrimoine immobilier », formation INAFON, Ile de France, 21 et 22 juin 2018

- « La réforme du droit des obligations. Incidence sur les pratiques contractuelles et la rédaction des actes. Les règles pour maîtriser la sécurité juridique », Université du notariat des Bouches-du-Rhône, Aix-en-Provence le 2 juillet 2018

Colloques universitaires :

Colloque du 14 mai 2004 de l'école doctorale de l'Université Paul Cézanne sur « Droit civil et Droits », présentation d'un rapport sur le Code civil et le droit des affaires. (Actes publiés in « Droit civil et Droits », avant-propos de Jean-Marie Pontier, PUAM, 2005)

Colloque du 2 avril 2004 sur la loi du 30 juillet 2003 sur les risques naturels et technologiques, organisé par l'Université de Nîmes, contribution sur « les obligations d'information contractuelles sur les risques technologiques et naturels

(art. L. 125-5 du Code de l'environnement) » (Actes publiés in *Prévention des risques*, PUAM 2005)

Colloque du 30 juin 2005 sur la loi du 26 juillet 2005 sur la sauvegarde des entreprises, organisé par l'Université de Nîmes, contribution sur « la responsabilité des créanciers » (Actes publiés in *Revue Juridique Nîmoise*, PUAM, 2007 et RLDC 2007/43)

Colloque du 11 mai 2007 sur le thème d'un nouveau code des activités économiques, contribution sur « le financement des entreprises dans un nouveau code des activités économiques » (publié LPA n° 180 du 7 septembre 2007)

Colloque du 28 mars 2008 sur l'éthique et la déontologie dans le monde des affaires, organisé par le Master recherche Droit économique de l'Université Paul Cézanne, Rapport de synthèse (publié in *Revue Juridique Nîmoise*, PUAM, 2009)

Rencontres du 4 octobre 2008, Conseil d'Etat - Faculté de droit d'Aix-en-Provence organisé par le GERJC (Groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle, Institut Louis Favoreu), présentation d'un rapport sur « la cause en droit privé »

Colloque du 18 octobre 2013 sur le thème du patrimoine et les procédures collectives, contribution sur « Le sort du conjoint, du partenaire et du concubin du débiteur », organisé par le Centre droit économique et l'Institut de droit Affaires de l'Université d'Aix-Marseille

Colloque du 13 décembre 2013 sur le « soixantième anniversaire du statut des baux commerciaux », contribution sur « le titre du bailleur », organisé par le Centre de droit économique et l'Institut de droit Affaires de l'Université d'Aix-Marseille

Conférence le 20 février 2014 intitulée « Le bon père de famille » dans le cadre de l'Institut Portalis de l'Université d'Aix-Marseille

Colloque du 17 octobre 2014 sur « les mécanismes du prêt dans le crowdfunding », in La finance participative ou collaborative : mécanisme de finance durable ou finance traditionnelle ? organisé dans le cadre des rencontres du droit des affaires et du développement durable par l'IP2E et le Centre droit économique de l'Université d'Aix-Marseille

Conférence le 20 octobre 2015 intitulée « Lecture juridique des fables de Jean de la Fontaine » dans le cadre de l'Institut Portalis de l'Université d'Aix-Marseille

Colloque du 20 novembre 2015 sur « Le financement par de nouveaux associés », in « le financement des entreprises en difficulté », organisé par le CEDI, le CDE et l'IDA de l'Université d'Aix-Marseille. Direction et publication du colloque dans un dossier spécial au Journal des sociétés n° 137, janvier 2016, p. 8 à 49

Présentation du 17 juin 2016 sur « La transmission du patrimoine agricole » in L'agriculture durable, essai d'élaboration d'un cadre normatif, organisé par l'IPEE et l'IDA, Faculté de droit d'Aix-Marseille

Colloque du 2 décembre 2016 sur « les procédures collectives complexes », organisé par le CEDI, le CDE et l'IDA de l'Université d'Aix-Marseille. Co-direction et publication des actes dans un ouvrage paru aux éditions Joly

Intervention aux « Ateliers de l'IDA » le 27 avril 2017 sur « L'index de sécurité juridique » présenté par le professeur Michel Séjean

Colloque du 6 juillet 2017 sur « les baux commerciaux au carrefour des droits », organisé par l'IDA et l'association des avocats conseil d'entreprises, Maison de l'avocat Marseille, présentation d'une contribution sur « Le bail commercial en dehors du statut des baux commerciaux », publication dans un dossier de la revue Loyers et copropriété en octobre 2017 (Loyers et copropriété 2017/10, étude 9)

Colloque du 10 novembre 2017 sur « l'immeuble et les procédures collectives », organisé par le CEDI, le CDE et l'IDA de l'Université d'Aix-Marseille et le Conseil régional des notaires. Co-direction et publication des actes dans un ouvrage à paraître aux éditions Joly

Colloque du 4 décembre 2017 sur « l'intérêt de l'enfant mythe ou réalité ? » organisé par le CDE et le LDPSC de l'Université d'Aix-Marseille, présentation d'une contribution sur « l'intérêt supérieur de l'enfant en droit des affaires », publié in *« L'intérêt de l'enfant : mythe ou réalité ? »* sous la dir. de Anne-Claire Réglier et Caroline Siffrein-Blanc, Institut universitaire Varenne, 2018, collection colloques et essais, p. 145

Colloque du 21 septembre 2018 sur « la rédaction du bail commercial : les principales clauses » organisé par le CDE, Edilaix, à l'Institut régional d'enseignement notarial à Aix-en-Provence, présentation d'une contribution sur « les clauses d'accession dans le bail commercial », paru aux Annales des loyers 2018, n° 11, p. 165

Activités administratives et pédagogiques

- Depuis 2018, Chargé d'expertise pour le HCERES (Haut conseil de l'évaluation de la recherche de l'enseignement supérieur).

- Depuis 2018, directeur de la mention de master Administration et liquidation des entreprises en difficulté (ALED)

- Depuis 2018, Directeur du Master 2, Administration et liquidation des entreprises en difficulté

- Depuis 2018, directeur du Master 2 droit des affaires, parcours « Entreprises en difficulté »

- Depuis 2015 membre élu du CNU, section droit privé

- Depuis 2017 élu directeur adjoint du Département droit privé de la Faculté de droit et de science politique

- Depuis 2008, président de jurys de soutenance des rapports de stage au C.F.P.N. d'Aix-en-Provence (voie universitaire et voie professionnelle)

- Depuis 2005 membre et président de jurys d'examen du diplôme de notaire (D.N.) et du Diplôme Supérieur du notariat (D.S.N. 1re et 4e semestrialités) au C.F.P.N. d'Aix-en-Provence

- Depuis 2005 membre de commissions de spécialistes puis de comités de sélection à l'Université d'Aix-Marseille, à l'Université de Nîmes et à l'Université de Toulon

- Depuis 2007 membre de la Société de Législation Comparée

- Depuis 2014 membre du comité scientifique de la revue Annales des loyers

- Depuis 2015 membre du comité de direction de la collection droit des affaires des Presses Universitaires d'Aix-Marseille (PUAM)

- Entre 2013 et 2018, directeur du DESU « Prévention traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations »

- Entre 2006 et 2014 membre du conseil d'administration de l'Institut de Droit des Affaires (I.D.A.), Université d'Aix-Marseille

- Entre 2008 et 2011, responsable de la formation professionnelle de l'Institut de Droit des Affaires (I.D.A.) de l'Université d'Aix-Marseille.

Publications

Chroniques :

Depuis 2008 titulaire d'une chronique sur le « droit des biens » à la Revue Lamy Droit civil (3 livraisons par an)

Depuis 2012 co-titulaire d'une chronique « ingénierie patrimoniale » au JCP édition Notariale (2 livraisons par an)

Depuis octobre 2014 co-titulaire d'une chronique sur l'insolvabilité au Journal des sociétés (3 livraisons par an)

Depuis juin 2016 co-titulaire d'une chronique sur le financement structuré à la revue trimestrielle de droit financier

Entre 2005 et 2012 responsable de la rubrique « droit privé, droit économique » et titulaire d'une chronique de droit de la responsabilité dans la « revue juridique nîmoise » publiée aux PUAM

Ouvrages :

Thèse de Doctorat intitulée « Régime général des obligations et responsabilité civile », publiée aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille en 2002

En co-direction avec Adeline Cerati-Gauthier, *« L'immeuble et les procédures collectives »*, ouvrage collectif, préface de Corinne Saint-Alary Houin, Joly éditions, 2019

En co-direction avec Adeline Cerati-Gauthier, *« Les procédures collectives complexes »*, ouvrage collectif, préface de Corinne Saint-Alary-Houin, Joly éditions, 2017, 269 pages, ouvrage réunissant 23 contributions universitaires

En co-direction avec Cyril Bloch et Adeline Cerati-Gauthier, *« L'influence de la réforme du droit des obligations sur le droit des affaires, The influence of the new french law of obligations on businesse law »*, ouvrage collectif, Dalloz 2018, réunissant 15 thèmes de contributions avec la traduction en anglais de la version française

Fascicules d'encyclopédies juridiques :

Co-auteur du fascicule 70 « Durée dans les contrats » du Juris-classeur Contrats - Distribution, janvier 2007

Co-auteur du fascicule 40 « Capacité et pouvoirs dans les contrats » du Juris-classeur Contrats - Distribution, mai 2008

Co-auteur du fascicule « sûretés négatives » du Juris-classeur Contrats - Distribution, septembre 2009

« Le bail à nourriture », V^is^ in Répertoire civil Dalloz, septembre 2011

Articles et contributions à des ouvrages collectifs :

« Le droit de payer pour autrui », Petites affiches n° 166 du 21 août 2001, p. 12

« L'indu à trois », Revue trimestrielle de droit civil 2003 / 3, p. 427

Réforme de l'examen d'entrée au Centre de formation professionnelle de notaires (arrêté du 30 septembre 2003), Aperçu rapide, JCP éd. N. 2003, n° 233, p. 1667.

Commentaires des articles de la section 5 intitulée *« dommages-intérêts »* d'un chapitre 9 sur les *« divers moyens en cas d'inexécution »* des Principes du droit européen des contrats in *Regards croisés sur les principes du droit européen du contrat et sur le droit français*, sous la dir. de Catherine Prieto, avant-propos Jacques Mestre, PUAM, 2003, (p. 507 à 565 de l'ouvrage)

Article 9 :501 – Droit à dommages et intérêts
Article 9 :502 – Mesure des dommages et intérêts en général
Article 9 : 503 – Prévisibilité du dommage
Article 9 : 504 – Préjudice imputable au créancier
Article 9 : 505 – Réduction du préjudice
Article 9 : 506 – Contrat de remplacement
Article 9 : 507 – Prix courant
Article 9 : 508 – Retard dans le paiement d'une somme d'argent
Article 9 : 509 – Clauses relatives aux conséquences pécuniaires de l'inexécution
Article 9 : 510 – Monnaie d'évaluation du dommage

« Les obligations d'information contractuelles sur les risques technologiques et naturels (art. L. 125-5 du code de l'environnement issu de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 dite Loi *Bachelot*), article publié dans « Prévention des risques », PUAM, 2005, p. 133 à 157

Commentaires des articles 1299, 1333, 1658, et 2225 du Code civil revue Lamy droit civil 2004/7. Ces commentaires ont été mis en ligne sur le site internet officiel du bicentenaire du code civil et sont librement accessibles à l'adresse www.courdecassation.fr ou directement sur www.bicentenaireducodecivil.fr

La réforme de la procédure disciplinaire des notaires (Loi n° 2004-130 du 11 février 2004 et D. n°2004-1304 du 26 novembre 2004), JCP éd. N. 2004, n° 262, p. 1933

« Code civil et droit des affaires », in « Droit civil et Droits » sous la direction du professeur Jean-Marie Pontier, PUAM, 2005, p. 93 à 106

Le nouveau statut des experts judiciaires, Dalloz 2005, chron. p. 3045

La responsabilité des créanciers (art. L. 650-1 C. com. issu de la loi du 26 juillet 2005 sur la sauvegarde des entreprises), article paru à la *Revue juridique Nîmoise*, PUAM, 2007, p. 87 et, dans une version actualisée, à la Revue Lamy droit civil, novembre 2007, n° 43, p. 64

Le financement des entreprises dans un nouveau code des activités économiques, (publication de l'intervention effectuée au Colloque du Centre de droit économique le 11 mai 2007 sur le thème d'un nouveau code des activités économiques), Petites affiches n° 180 du 7 septembre 2007

L'éthique et la déontologie dans le monde des affaires, Rapport de synthèse du colloque du 28 mars 2008 organisé par le master de droit économique de la Faculté de droit d'Aix-Marseille, paru in RJN, PUAM 2009, p. 189

Contribution à la réponse de la société de législation comparée sur le Livre vert du 8 février 2007 établi par la Commission sur la révision de l'acquis communautaire en matière de protection des consommateurs (question 4.7 sur « les exigences en matière d'information

précontractuelle »), in *Livre Vert sur le droit européen de la consommation réponses françaises*, coll. Droit privé comparé et européen, vol. 5, SLC, 2007, p. 55 et s.

La Cour d'amour, article paru dans les mélanges offerts au professeur Jean-Louis Mouralis, PUAM, 2011

Précisions sur la fiducie-garantie et l'avocat-fiduciaire (commentaire de l'ordonnance n°2009-112 du 30 janvier 2009 portant diverses mesures relatives à la fiducie), Annales des loyers, mai 2009, p. 825

Modification du régime de la fiducie-garantie par la loi de simplification du droit, Annales des loyers 2009, p. 1003

Projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, RLDC 2010 / 69, p. 61

L'immeuble inscrit à l'actif social, Journal des sociétés n° 73, février 2010, p. 19

La théorie des troubles anormaux du voisinage entre responsabilité civile et droit des biens : les perspectives de réforme, RLDC 2011 / 80, p. 17

La clause d'inaliénabilité, in Les principales clauses des contrats d'affaires, sous la direction de J. Mestre et J-C. Roda, Lextenso, 2011, p. 483

Actualité jurisprudentielle des servitudes, Annales des loyers 2011, p. 1078

Les actifs du couple du débiteur en procédure collective, Journal des sociétés n° 102, octobre 2012, p. 12

Actualité de la rémunération des dirigeants de sociétés, JCP éd N 2013, 1153, n° 6 et s.

La souplesse du compte courant d'associé pour gérer les liquidités laissées à la disposition de la société, JCP éd N. 2013, 1222, n° 3 et s.

Le titre du bailleur, Annales des loyers 2014, p. 684

La garantie de passif dans les cessions de contrôle : un accessoire essentiel et pluriel, JCP éd N. 2014, 1205, n° 5 et s.

Le bail réel immobilier de logements intermédiaires (ordonnance n° 2014-159 du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire), Annales des loyers 2014, p. 1041 à 1058

L'encadrement juridique du prêt opéré par le biais d'une plate-forme de financement participatif, Bulletin Joly Sociétés 1er décembre 2014, n° 12, p. 756

Le nouveau droit du financement participatif, JCP éd. N 2014, n° 51-52, 1386

Projet de loi Macron : Les modifications à prévoir en droit des procédures collectives, Journal des sociétés, février 2015, n° 127, p. 43

Les arbres des voisins (retour sur l'actualité jurisprudentielle des articles 671 à 673 du code civil), Annales des loyers 2015/07-08, p. 89

La nouvelle insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel : analyse et mise en perspective de la loi Macron, Journal des sociétés n°132 juillet 2015, p. 32

Le bonheur est dans le prêt ! Le financement participatif sous forme de prêt et la finance durable, Revue de droit bancaire et financier, juillet-août 2015, p. 114

Les modifications apportées par la loi Macron au droit des procédures collectives, 1re partie, Journal des sociétés n° 133, septembre 2015, p. 61 et 2e partie, Journal des sociétés n° 134, octobre 2015, p. 56

Avant-propos, Commentaire de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, JCP éd E. 2015, 1403 (avec Dominique Velardocchio, coordination d'un dossier spécial sur « la loi Macron » au JCP édition entreprise faisant intervenir 24 contributeurs de différentes centres de recherches de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence)

Réforme des conditions d'exercice des professions juridiques réglementées (commentaire des articles 50 à 66 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques), JCP éd E. 2015, 1407

Carte des pratiques et montages abusifs de la DGFIP, JCP éd. N. 2015, 1176

La transmission du patrimoine agricole, in « L'agriculture durable, Essai d'élaboration d'un cadre normatif » sous la direction de Marie-Luce Demeester et Virginie Mercier, PUAM, 2016, p. 628

Le financement des entreprises en difficulté par de nouveaux associés, in « Le financement des entreprises en difficulté », Journal des sociétés n°137, janvier 2016, p. 16

Réforme du gage des stocks par l'ordonnance n° 2015-56 du 29 janvier 2016 : davantage de souplesse dans le gage des stocks mais toujours pas de cohérence dans les différents gages de meubles corporels, Journal des sociétés n° 140, avril 2016, p. 53 et Journal spécial des sociétés 2 juillet 2016, n° 52, p. 19

Le crédit-bail immobilier in « Les opérations immobilières complexes », contribution à un ouvrage collectif à paraître aux éditions Lextenso en 2016

Réforme du crédit immobilier régi par le code de la consommation, Annales des loyers 2016, n°7-8, p. 211

Anticipations jurisprudentielles sur la réforme du droit des obligations en matière de financement structuré, RTDF 2/2016, p. 61

Le bail réel solidaire (Ordonnance n° 2016-985 du 20 juillet 2016), Annales des loyers 2016, n° 10, p. 113 à 133

Le financement de l'entreprise par un crédit personnel à l'associé destiné à être versé en compte courant, RTDF 3/2016, p. 121

Refinancement d'un associé et conformité à l'intérêt social des garanties données par une SCI, JCP éd. N. 2016, 1342, p. 44

Problématique de l'assurance emprunteur, JCP éd. N. 2016, 1342, p. 45

Réforme du droit des obligations et droit des entreprises en difficulté, *New french law of obligations and the law concerning difficulties faced by businesses* (avec Adeline Cerati-Gauthier), in *« L'influence de la réforme du droit des obligations sur le droit des affaires, The influence of the new french law of obligations on businesse law »*, ouvrage collectif, ss. la dir. de Cyril Bloch, Adeline Cerati-Gauthier et Vincent Perruchot-Triboulet, Dalloz 2018,

Prêts immobiliers consentis en monnaie étrangère à des consommateurs, Journal des sociétés n° 151, mai 2017, p. 36 et également Journal spécial des sociétés n° 59 du 26 juillet 2017, p.10

Du traitement législatif des spécificités de la propriété en Corse, en Alsace-Moselle et en outre mer (loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété et loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique), RLDC 2017/148

Le bail commercial en dehors du statut des baux commerciaux, Loyers et copropriété 2017/10 étude 9, p. 20

Clause de domiciliation de revenus dans les contrats de crédit immobilier régis par le code de la consommation, JCP éd N. 2018, 1262

L'intérêt supérieur de l'enfant en droit des affaires, in *« L'intérêt de l'enfant : mythe ou réalité ? »* sous la dir. de Anne-Claire Réglier et Caroline Siffrein-Blanc, Institut universitaire Varenne, 2018, collection colloques et essais, p. 145

Les clauses d'accession dans les baux commerciaux, Annales des loyers 2018, n° 11, p. 165

Responsabilité et entreprises en difficulté, Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 41

Clause d'anatocisme, in *Les principales clauses des contrats d'affaires*, sous la dir. Frédéric Buy, Marie Lamoureux, Jacques Mestre, Jean-Christophe Roda, 2e éd. LGDJ, 2019, p. 41 à 45

Clause de déchéance du terme, in *Les principales clauses des contrats d'affaires*, sous la dir. Frédéric Buy, Marie Lamoureux, Jacques Mestre, Jean-Christophe Roda, 2e éd. LGDJ, 2019, p. 191 à 198

Clause d'inaliénabilité, in *Les principales clauses des contrats d'affaires*, sous la dir. Frédéric Buy, Marie Lamoureux, Jacques Mestre, Jean-Christophe Roda, 2e éd. LGDJ, 2019, p. 437 à 448

Notes de jurisprudence, commentaires et chroniques :

Note sous Cass. 1er civ. 26 février 2002, JCP éd. N. 2002, n° 1536, « Notaire : A défaut d'une consignation préalable, le notaire ne peut plus demander le paiement de ses frais, droits, déboursés et émoluments »

Note sous Cass. 1er civ. 28 mai 2002, Dalloz 2002, Jup. p. 3041, « Action oblique : l'absence de diligence du débiteur dans la réclamation de son dû fait présumer sa carence »

Note sous Cass. com. 28 mai 2002, JCP éd. E. 2002, n° 1842, « Agents commerciaux : Portée de la clause d'objectif assignée à l'agent commercial pour apprécier la faute grave justifiant de la « cessation » du contrat sans indemnité »

Note sous Cass. soc. 2 juillet 2002, JCP éd. E. 2003, n° 318, « Contrat de travail : La rupture du contrat d'assistance maternelle en cas de retrait d'un enfant confié par ses parents n'impose pas le respect des règles du licenciement »

Note sous Cass. 1er civ. 22 mai 2002, Petites affiches n° 42 du 27 février 2003, « Droit des assurances : Faculté du créancier d'exiger directement une indemnité d'assurance et exception de subrogation de la caution réelle »

Note sous Cass. com. 11 février 2003, Petites affiches n° 186 du 17 septembre 2003, « Droit de la distribution, Loi Doubin : L'information précontractuelle donnée, même non obligatoire, doit toujours être sincère »

Obs. sous CA Nîmes 7 janvier 2003, Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2005, p. 255 : responsabilité délictuelle, responsabilité du fait personnel, responsabilité du fait des choses, accident, circulation routière, substance glissante répandue sur la chaussée

Obs. sous CA Nîmes 19 novembre 2002, Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2005, p. 260, Responsabilité du fait des animaux, faute de la victime, enfant de 4 ans, exonération partielle du gardien de l'animal (non)

Obs. sous CA Nîmes 31 janvier 2006, Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2007, p. 128, Responsabilité du fait des animaux, chèvres, absence de preuve du préjudice, évaluation, expertise non contradictoire effectuée par l'assureur insuffisante

Obs. sous CA Nîmes 10 janvier 2006, Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2007, p. 133, Responsabilité civile, expertise judiciaire, utilisation d'un rapport sans autorisation, absence de faute de l'expert

Obs. sous CA Nîmes 17 janvier 2006, Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2007, p. 188, Testament, legs à titre particulier, contestation de testament olographe, refus d'exécuter une décision de justice, privation de jouissance des biens légués, détérioration des biens légués, résistance abusive, indemnisation

Note sous Cass. 1er civ. 19 décembre 2006, Petites affiches n° 97 du 15 mai 2007, « Professions : Les miscellanées de la première chambre civile sur l'obligation de conseil du notaire »

Note sous Cass. 3e civ. 15 mars 2006, D. 2007, p. 1581, «Quasi-contrat : L'annonce d'un contrat peut-elle créer un quasi-contrat ? »

Note sous CA Nîmes 31 mars 2007, Petites affiches juin 2007, « Le bail à nourriture : entre libertés et contraintes du droit commun des contrats »

Note sous Cass. com. 15 mai 2007, JCP éd. E 2007, 2395 « Agents commerciaux, Appréciation de la faute grave de l'agent commercial »

Obs. sous Cass. 1re civ. 31 octobre 2007, RLDC n° 50, juin 2008, p. 57 : « Validité des clauses d'inaliénabilité… dans les actes à titre onéreux »

Obs. sous Cass. crim. 4 septembre 2007, CE 11 mai 2007, Proposition de loi AN 2006 - 2007 n ° 3799 et n° 335, RLDC n° 50, juin 2008, p. 61 : « Possibilité d'obliger un voisin à débroussailler et obligation de débroussailler chez le voisin : le rôle des pouvoirs publics à… débroussailler »

Obs. sous Cass. 3e civ. 28 mars 2007, RLDC n° 50, juin 2008, p. 62 : « Droit de préemption du conservatoire du littoral et annulation pour fraude du bail emphytéotique conclu pour le contourner »

Obs. sous Cass. 3e civ. 26 septembre 2007, RLDC n° 50, juin 2008, p. 63 : « Conditions de la prise en charge de la rémunération de l'intermédiaire immobilier par le bénéficiaire d'un droit de préemption »

Urbanisme commercial : ce qui va changer ! , (commentaire des projets de réforme en matière d'urbanisme commercial et des nouveaux textes relatifs au droit de préemption des communes sur les fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux) RLDC 50 / 2008, p. 63 à 67

Obs. sous CA Aix-en-Provence 14 novembre 2006, Cass. 1re civ. 28 juin 2007, Cass. soc. 14 février 2007, RLDC n° 50, juin 2008, p. 67 : « Un immeuble peut-il constituer une entreprise ? »

Obs. sous Cass. 1re 21 février 2007, RLDC n° 50, juin 2008, p. 71 : « Existe-t-il un droit opposable à ne pas avoir de voiture ? »

Note sous Cass. 3e civ. 9 juillet 2008, JCP éd G. 2008, II, 10174 : « Pas de mention manuscrite dans le cautionnement d'un bail d'habitation conclu par acte authentique »

Obs. sous CE 5 mars 2008, RLDC 53 / 2008, p. 58 : « Quels droits pour les propriétaires d'une voie privée ouverte au public ? »

Obs. sous Cass. 3e civ. 19 mars 2008, RLDC 53 / 2008, p. 59 : « Droit de préemption des SAFER sur les surfaces boisées »

Les droits respectifs du créancier et du propriétaire sur le bien, RLDC 53 / 2008, p. 54

Incidence de la loi du 17 juin 2008 sur la prescription acquisitive, RLDC 53 / 2008, p. 56

Actualité du droit de rétractation de l'acquéreur immobilier, RLDC 53 / 2008, p. 57

Obs. sous Cons. const. 24 juillet 2008, RLDC 58 / 2009, p. 62 : « Conclusion de baux et constitution de droits réels sur le domaine privé des personnes publiques »

Obs. sous Cass. 3e civ. 8 octobre 2008, RLDC 58 / 2009, p. 63 : « Déclaration d'intention d'aliéner et acquéreurs successifs aux mêmes prix et conditions »

Obs. sous Cass. 1er civ. 13 mars 2008 et Cass. 1er civ. 7 mai 2008, RLDC 58 / 2009, p. 63 : « Quand la valeur du bien fixe le quantum de l'engagement »

Nouveau décret sur le délai de rétractation de l'acquéreur immobilier non professionnel d'un immeuble à usage d'habitation, RLDC 58 / 2009, p. 62

Obs. sous Cass. com. 1er juillet 2008, RLDC 58 / 2009, p. 64 : « La renonciation de l'usufruitier à son droit »

Obs. sous Cass. 3e civ. 15 mai 2008, RLDC 58 / 2009, p. 66 : « Faut-il être exploitant agricole pour bénéficier du statut des baux ruraux ? »

Obs. sous CA Nîmes 3 avril 2007, CA Nîmes 15 mai 2007 et CA Nîmes 12 février 2008 : « La variété des fautes des époux dans les procédures de divorce : mesquinerie, bigamie et tentative d'assassinat par le conjoint », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2009, p. 131

Obs. CA Nîmes 25 septembre 2007 et CA Nîmes 15 janvier 2008 : « Responsabilité du fait des animaux », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2009, p. 101

Obs. sous CA Nîmes 22 mai 2007 : « Responsabilité notariale et redressement fiscal », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2009, p. 104

Obs. sous CA Nîmes 11 mars 2008 : « Responsabilité notariale : obligation de conseil et reprise des engagements par une société en formation », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2009, p. 106

Obs. sous CA Nîmes 29 avril 2008 : « Procédure abusive contre un huissier de justice », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2009, p. 107

Note sous Cass. 2e civ. 16 octobre 2008, Annales des loyers 2009, p. 646 : « La responsabilité du fait des bâtiments entre droit spécial et droit commun »

Note sous Cass. 3e civ. 18 mars 2009, « Loyer du bail et imprévision », Annales des loyers 2009, p. 889 :

Obs. sous Cass. 1er civ. 27 novembre 2008 : « La cession d'actions d'une société dont le seul actif est un immeuble n'est pas une vente immobilière », RLDC 61 / 2009, p. 59

Obs. sous Cass. 3e civ. 19 novembre 2008, Cass. 3e civ. 4 mars 2009 : « Droit de préemption des SAFER », RLDC 61 / 2009, p. 61

Obs. sous Cass. 3e civ. 25 novembre 2008, Cass. 3e civ. 21 janvier 2009 : « Sur les chemins et sentiers d'exploitation… », RLDC 61 / 2009, p. 62

La fiducie sans dépossession, RLDC 61 / 2009, p. 55

Nouveaux actes notariés solennels, RLDC 61 / 2009, p. 60

Droit de préemption et procédures collectives, RLDC 61 / 2009, p. 62

Obs. sous Cass. crim. 14 janvier 2009, « L'immeuble et l'impossible qualification pénale d'abus de confiance », RLDC 64 / 2009, p. 68

Obs. sous Cass. 1re civ. 20 mai 2009, « Conflits entre indivisaires et compétence du président du TGI en la forme des référés », RLDC, 64 / 2009, p. 69

Obs. sous Cass. 1re civ. 25 février 2009, « Copropriété et domaine public », RLDC 64 / 2009, p. 72

Obs. sous Cass. 3e civ. 17 juin 2009, « Supériorité du cahier des charges d'un lotissement sur les stipulations contraires des actes de vente », RLDC 64 / 2009, p. 73

Obs. sous Cass. 3e civ. 29 avril 2009, « Libre cessibilité du bail emphytéotique », RLDC 64 / 2009, p. 74

Droit de préemption communal sur certains biens commerciaux (Décret n° 2009-753 du 22 juin 2009), RLDC 2009 / 64, p. 70

Obs. sous CA Dijon 16 avril 2009, « Contestation du prix de cession d'un office public de notaire », Annales des loyers 2009, p. 2201

Obs. sous CA Nîmes 20 mai 2008, « obligation de loyauté du salarié envers l'employeur », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 103

Obs. sous CA Nîmes 23 septembre 2008, « quasi-contrat : gain annoncé à personne dénommée à l'occasion d'une loterie publicitaire sans faire apparaître l'existence d'un aléa », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 109

Obs. sous CA Nîmes 2 septembre 2008, « Droit à réparation : prédisposition de la victime », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 111

Obs. sous CA Nîmes 9 septembre 2008 et CA Nîmes 28 octobre 2008 « Responsabilité du syndicat de copropriété sur le fondement de l'article 14 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 112

Obs. sous CA Nîmes 25 novembre 2008, « Responsabilité du fait des produits défectueux : le produit phytosanitaire tuait les arbres », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 115

Obs. sous CA Nîmes 12 juin 2008, « Faute grave de l'agent commercial », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 117

Obs. sous CA Nîmes 9 septembre 2008, « Usucapion et caractère perpétuel de la propriété : charge de la preuve », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 119

Obs. sous CA Nîmes 10 mars 2009, « Chemins d'exploitation : distinction avec un chemin de desserte », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 119

Obs. sous CA Nîmes 24 mars 2009, « Formalisme de la rétractation d'une promesse de vente sous seing privé (art. L. 271-1 du Code de la construction et de l'habitation) », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 122

Obs. sous CA Nîmes 20 janvier 2009, « protection de la vie privée : fausseté de l'affirmation litigieuse », Revue Juridique Nîmoise, PUAM, 2010, p. 129

Obs. sous Cass. 3e civ. 9 septembre 2009, « La seule constatation d'une voie de fait ouvre droit à réparation », RLDC 2010 / 69, p. 55

Obs. sous Cass. soc. 23 septembre 2009 et Cass. 3e civ. 15 septembre 2009, « Transfert de la propriété d'un immeuble et considération des contrats de travail », RLDC 2010 / 69, p. 57

Obs. sous Cass. 1re civ. 6 mai 2009, « Tout indivisaire peut agir en justice pour la défense de ses droits indivis », RLDC 2010/72, p. 60

Obs. sous Cass. 3e civ. 20 janvier 2010, « L'office du juge des référés en cas de conflit entre le droit de propriété et le droit au logement », RLDC 2010/72, p. 62

Pas de fumée sans feu, La loi du 9 mars 2010 visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation, RLDC 2010/72, p. 63

Quelques questions prioritaires de constitutionnalité pendantes en droit des biens, RLDC 2010/72, p. 57

Obs. sous Cass. 3e civ. 10 mars 2010, « Les biens du domaine public ne peuvent être l'objet d'un bail commercial », RLDC 2010/75, p. 65

Obs. sous Cass. 3e civ. 30 juin 2010, « Pas de restrictions au droit du propriétaire de faire couper les branches des arbres du voisin qui avancent sur son fonds », RLDC 2010/75, p. 66

Obs. sous Cass. 3e civ. 13 janvier 2010, « Compétence de juge judiciaire en matière de litige entre particuliers à propos de la conservation d'un cours d'eau », RLDC 2010/75, p. 68

Obs. sous Cass. 3e civ. 10 mars 2010, « Validité et efficacité du bail viager », RLDC 2010/75, p. 68

Obs. sous T. confl. 15 février 2010 et Cass. 3e civ. 5 mai 2010, « Nouvelles illustrations de voie de fait de l'administration », RLDC 2010/75, p. 69

Obs. sous Cass. soc. 7 avril 2010, « L'occupation à titre professionnel du domicile du salarié », RLDC 2010/75, p. 69

Obs. sous Cass. 1er civ. 3 juin 2010 et Cass. soc. 13 janvier 2010, « Peut-on librement récupérer un local syndical ? », RLDC 2010/75, p. 70

Obs. sous T. confl. 21 juin 2010 (2 arrêts) et T. confl. 22 novembre 2010, « Compétence du juge judiciaire et droit administratif des biens », RLDC 2011/80, p. 60

Obs. sous Cass. crim. 30 juin 2010, « La sous-évaluation d'un bien est passible du délit de fraude fiscale », RLDC 2011/80, p. 60

Obs. sous Cass. 3e civ. 7 octobre 2009, « Au terme du bail emphytéotique… l'hypothèque disparaît », RLDC 2011/80, p. 62

Obs. sous Cass. 3e civ. 2 juin 2010, « Au terme du bail emphytéotique…le bail se poursuit », RLDC 2011/80, p. 62

Obs. sous Cass. 3e civ. 9 juin 2010 (2 arrêts), « Précisions sur la notification du délai de rétractation de l'acquéreur immobilier », RLDC 2011/80, p. 64

Obs. sous Cass. 3e civ. 17 novembre 2010, « Précisions sur le contenu de la lettre de notification purgeant le droit de rétractation de l'acquéreur immobilier », RLDC 2011/80, p. 65

Obs. sous TGI de Nice 1er mars 2010, « Refus d'application aux personnes morales de la faculté de rétractation ou de réflexion de l'acquéreur immobilier non professionnel », RLDC 2011/80, p. 65

« Un détecteur de fumée obligatoire dans tous les logements à compter du 8 mars 2015 », (commentaire du D. n° 2011-36 du 10 janvier 2011), RLDC 2011/80, p. 67

« Consécration à l'article 710-1 du Code civil de l'exigence d'un acte authentique notarié pour effectuer les formalités de publicité foncière », (commentaire de la loi n° 2011-331 du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées), RLDC 2011/83, p. 61

Obs. sous Cons. const. QPC 8 avril 2011, « Conformité à la constitution de la théorie de la pré-occupation en matière de troubles anormaux du voisinage », RLDC 2011/83, p. 63

Obs. sous Cass. 1er civ. 26 janvier 2011, « Droit de préemption de l'indivisaire : précisions sur les conditions de l'offre d'achat du bénéficiaire de la préemption », RLDC 2011/83, p. 64

Obs. sous Cass. 1er civ. 9 février 2011, « Droit de préemption de l'indivisaire : la purge du droit de préemption ne vaut pas offre de vente », RLDC 2011/83, p. 65

Obs. sous Cass. 3e civ. 22 mars 2011, « Droit d'accession : caractère accessoire du bief d'un moulin et présomption de propriété », RLDC 2011/83, p. 66

Obs. sous Cass. 3e civ. 2 février 2011, « L'abandon des lieux n'entraine pas l'extinction du droit d'usage et d'habitation, RLDC 2011/83, p. 66

Obs. sous Cass. 3e civ. 4 mai 2011, « Portée d'une notoriété acquisitive », RLDC 2011/86, p. 57

Obs. sous Cass. crim. 21 juin 2011, « Préempter n'est pas discriminer », RLDC 2011/86, p. 58

Obs. sous Cass. 3e civ. 25 mai 2011, « Exercice du droit de rétractation de l'article L. 271-1 du CCH par voie de notification entre avocats », RLDC 2011/86, p. 59

Obs. sous Cass. 1er civ. 23 juin 2011, « Application du droit de la consommation à un syndicat de copropriété », RLDC 2011/86, p. 60

Obs. sous Cass. 3e civ. 8 juin 2011, « Doit être réputée non écrite la clause d'un règlement de copropriété interdisant la location en meublé non justifiée par la destination de l'immeuble », RLDC 2011/86, p. 61

Obs. sous Cass. 1re civ. 18 mai 2011, « Un résultat déduit de l'application d'un forfait fiscal en matière agricole ne peut pas valoir évaluation des revenus nets tirés d'une exploitation indivise », RLDC 2011/86, p. 61

Obs. sous Cass. 2e civ. 9 juin 2011, « Nullité du commandement délivré par une indivision et non par l'ensemble des indivisaires », RLDC 2011/86, p. 62

Obs. sous Cass. 1re civ. 29 juin 2011, « La jouissance exclusive du bien indivis, condition de l'indemnité d'occupation », RLDC 2012/91, p. 61

Obs. sous Cass. 1er civ. 26 octobre 2011, « Injonction de libérer l'immeuble indivis sous astreinte », RLDC 2012/91, p. 61

Obs. sous Cass. 1er civ. 9 novembre 2011, « La clause d'accroissement peut conduire au paiement d'une indemnité à un tontinier en cas de jouissance exclusive », RLDC 2012/91, p. 62

Obs. sous Cass. 3e civ. 29 juin 2011, « Majorité des deux tiers des droits indivis pour l'action en résiliation d'un bail rural », RLDC 2012/91, p. 63

Obs. sous « Recommandation commission des clauses abusives du 15 septembre 2011, relative aux contrats de syndics de copropriété », RLDC 2012/91, p. 63

Obs. sous Cass. 3e civ. 4 octobre 2011, Cass. 3e civ. 11 janvier 2012, « La personnalité morale du syndicat des copropriétaires existe de plein droit sans formalités », RLDC 2012/91, p. 64

Obs. sous Cass. 3e civ. 5 janvier 2012 « Accession différée : le preneur peut prétendre à l'indemnité d'expropriation », RLDC 2012/91, p. 65

Obs. sous CA Nîmes 8 juin 2010, « Rupture du contrat d'assistante maternelle employée par des particuliers », RJN 2012, p. 51

Obs. sous CA Nîmes 9 février 2010, « Charge de la preuve du devoir de conseil du notaire et transmission du patrimoine », RJN 2012, p. 54

Obs. sous Cass. com. 5 avril 2011, Cass. com. 15 juin 2011, Cass. com. 13 septembre 2011, « Le risque de confusion des patrimoines dans le montage combinant société civile et société d'exploitation », JCP éd. N 2012, 1347, n° 1

Obs. sous Cass. 3e civ. 19 octobre 2011, « Crédit-bail immobilier : possibilité de substituer un tiers dans le bénéfice de la promesse unilatérale de vente » ; JCP éd. N. 2012, 1347, n° 2

Obs. sous Cass. 3e civ. 13 mars 2012, « Impossible rétractation de la rétractation », RLDC 2012/94, p.66

Obs. sous Cass. 1er civ. 18 janvier 2012, « Conditions de validité de la préemption de l'indivisaire », RLDC 2012/94, p.67

Obs. sous Cass. com. 13 mars 2012, « Date du transfert de propriété en cas de vente d'un bien de gré à gré en liquidation judiciaire », RLDC 2012/94, p.68

Obs. sous Cass. 3e civ. 28 mars 2012, « Précisions sur le professionnel de l'immobilier visé par la loi Sapin », RLDC 2012/94, p.68

Obs. sous Cass. 3e civ. 15 février 2012, « Refus abusif de laisser un tour d'échelle au voisin », RLDC 2012/94, p.69

Obs. sous Cass. 3e civ. 3 avril 2012, « La renonciation tacite à un droit d'usufruit doit être certaine et non équivoque », RLDC 2012/97, p. 64

Obs. sous Cass. com. 10 juillet 2012, « Désignation en justice d'un indivisaire pour représenter l'indivision aux assemblées générales d'actionnaires », RLDC 2012/97, p. 65

Obs. sous Cass. 1er civ. 4 juillet 2012, « L'expulsion d'occupants sans droit ni titre est un acte conservatoire qu'un indivisaire peut accomplir seul », RLDC 2012/97, p. 66

Obs. sous Cass. 3e civ. 3 mai 2012, « Un chemin d'exploitation n'a pas nécessairement un usage agricole », RLDC 2012/97, p. 66

Obs. sous Cass. 3e civ. 31 mai 2012 et Cass. 3e civ. 13 juin 2012, « Le droit de faire couper les branches des arbres du voisin qui avancent sur son fonds est sans restriction … mais pas d'ordre public », RLDC 2012/97, p. 67

Obs. sous Cass. 3e civ. 23 mai 2012, « Perpétuité du droit au bois dit « de crû et à croître » », RLDC 2012/97, p. 69

Obs. sous Cass. com. 5 avril 2011, Cass. com. 15 juin 2011, Cass. com. 13 septembre 2011, « Confusion de patrimoine : société civile et société d'exploitation », JCP éd. N. 2012, 1347, p. 36

Obs. sous Cass. 3e civ. 19 octobre 2011, « Crédit-bail immobilier : possibilité de substituer un tiers dans le bénéfice de la promesse unilatérale de vente », JCP éd. N. 2012, 1347, p. 38

Obs. sous Cass. 3e civ. 5 septembre 2012, « Détermination judiciaire de l'assiette d'une servitude légale de passage et contraintes d'urbanisme et d'environnement », RLDC 2013/102, p. 73

Obs. sous Cass. 3e civ. 24 octobre 2012, « Inapplication de l'article L. 271-1 du CCH aux sociétés dont l'objet social vise une activité professionnelle », RLDC 2013/102, p. 74

Obs. sous Cass. 3e civ. 28 novembre 2012, « Portée de la renonciation par le propriétaire d'un moulin au droit à l'usage de l'eau », RLDC 2013/102, p. 75

Obs. sous Cass. 3e civ. 19 septembre 2012, « Exigibilité des droits d'enregistrement et accession immobilière différée de l'usufruitier », RLDC 2013/102, p. 76

Bofip-Impôts, Le nouvel outil pour accéder gratuitement à toute la documentation fiscale officielle en ligne, JCP éd N 2013, 1153, n° 5

Obs. sous Cass. 3e civ. 27 février 2013, « Une servitude non apparente ne constitue pas un vice caché », RLDC 2013/105, p. 79

Obs. sous CE 23 janvier 2013, « Compétence du juge administratif des référés en matière de voie de fait », RLDC 2013/105, p. 80

Obs. sous Cass. 3e civ. 19 décembre 2012, « Acceptation tacite de l'ouvrage et voie de fait : L'inaction prolongée des propriétaires successifs face au passage sur leurs fonds d'une ligne électrique aérienne constituée sans titre rend irrecevable une action en voie de fait », RLDC 2013/105, p. 81

Obs. sous Cass. 3e civ. 20 février 2013, « Lutte contre l'incendie et voie de fait », RLDC 2013/105, p. 82

Obs. sous arrêté du 25 janvier 2013 (JO 30 janv. 2013) et arrêté du 5 février 2013 (JO 14 mars 2013), « Extinction des feux et détection des fumées ! », RLDC 2013/105, p. 83

Obs. sous Cass. 3e civ. 23 janvier 2013, « Impossibilité d'agir au pétitoire avant la fin de l'instance possessoire », RLDC 2013/105, p. 83

Obs. sous Cass. 1er civ. 10 juillet 2013, « Pas de nullité de la convention d'indivision portant sur des immeubles non publiée », RLDC 2013/108, p. 88

Obs. sous Cass. 1er civ. 12 juin 2013, « Irrecevabilité de l'action en inscription de faux introduite par un seul indivisaire », RLDC 2013/108, p. 88

Obs. sous Cass. 1er civ. 12 juin 2013, « L'action introduite contre un seul indivisaire est recevable mais la décision obtenue est inopposable aux autres indivisaires », RLDC 2013/108, p. 89

Obs. sous Cass. 1er civ. 12 juin 2013, « Conditions de la qualification d'un mandat tacite entre indivisaires », RLDC 2013/108, p. 89

Obs. sous Cass. 3e civ. 27 mars 2013, « L'article 671 du Code civil a un caractère supplétif et le cahier des charges d'un lotissement peut y déroger », RLDC 2013/108, p. 91

Obs. sous Cass. 3e civ. 5 juin 2013, « L'exercice de l'action en élagage ouverte quelle que soit la nature du droit réel à protéger », RLDC 2013/108, p. 92

Obs. sous Cass. 3e civ. 26 novembre 2013, « Le patecq, véritable indivision perpétuelle et forcée », RLDC 2014/113, p. 119

Obs. sous Cass. 1re civ. 4 décembre 2013, « Autorisation judiciaire d'un indivisaire à conclure seul un acte de vente d'un bien indivis justifiée par l'urgence et l'intérêt commun », RLDC 2014/113, p. 120

Obs. sous Cass. 3e civ. 15 octobre 2013, « Droit à indemnisation du propriétaire du fonds grevé d'une servitude de passage en cas d'enclave consécutive à une division du fonds », RLDC 2014/113, p. 122

Obs. sous Cass. com. 21 janvier 2014, « Désignation d'un mandataire pour les associés indivis et présence des indivisaires aux assemblées générales », RLDC 2014/113, p. 123

Obs. sous T. confl. 17 juin 2013, « Nouvelle définition très restrictive de la voie de fait », RLDC 2014/113, p. 125

Obs. sous T. confl. 9 décembre 2013, « Nouvelle définition très restrictive de la théorie de l'emprise irrégulière », RLDC 2014/113, p. 126

Obs. sous Cass. 2e civ. 21 novembre 2013, « Responsabilité du gardien d'un éperon rocheux : exonération pour force majeure », RLDC 2014/116, p. 78

Obs. sous Cass. 3e civ. 5 février 2014, Cass. 3e civ. 5 mars 2014, Cons. const. QPC 7 mai 2014, « L'action en arrachage pour non-respect des distances de plantation ne peut pas être intentée à l'encontre du locataire », RLDC 2014/116, p. 78

Obs. sous Cass. 1er civ. 19 mars 2014, « Acquisition en indivision et origine du financement », RLDC 2014/116, p. 79

Obs. sous Cass. 1er civ. 15 janvier 2014, « Application dans le temps de l'article 815-5-1 du Code civil », RLDC 2014/116, p. 80

Obs. sous Cass. 1er civ. 5 mars 2014, « Point de départ de la prescription de la nullité en cas de défaut de purge du droit de préemption des indivisaires », RLDC 2014/116, p. 80

Obs. sous Cass. 3e civ. 22 janvier 2014, « De la responsabilité du notaire qui établit une notoriété acquisitive erronée », RLDC 2014/116, p. 81

Obs. sous Cass. 3e civ. 15 octobre 2013, « La qualité d'exploitant agricole, condition d'application du statut du fermage », RLDC 2014/116, p. 82

Obs. sous Cass. 1er civ. 18 décembre 2013, « L'usufruitier ne peut contraindre le nu-propriétaire à effectuer les grosses réparations », RLDC 2014/116, p. 82

Obs. sous CA Lyon 25 février 2014, « Toute restriction au droit de disposer n'emporte pas inaliénabilité », RLDC 2014/119, p. 70

Obs. sous Cass. 1er civ. 5 mars 2014, « Indivision forcée et perpétuelle exclusive du droit commun de l'indivision », RLDC 2014/119, p. 71

Obs. sous Cass. 1er civ. 12 juin 2014, « Le conjoint survivant associé peut disposer seul des parts sociales comprises dans l'indivision post-communautaire », RLDC 2014/119, p. 71

Obs. sous Cass. 3e civ. 4 février 2014, « Un commandement de payer, même visant la clause résolutoire d'un bail d'habitation, est un acte conservatoire susceptible d'être délivré par un seul indivisaire », RLDC 2014/119, p. 72

Obs. sous Cass. 1er civ. 14 mai 2014, « Inopposabilité aux indivisaires du mandat de louer non consenti à l'unanimité », RLDC 2014/119, p. 73

Obs. sous Cass. 3e civ. 11 mars 2014, « Intransmissibilité du droit d'usage au décès de son titulaire », RLDC 2014/119, p. 75

Obs. sous Cass. 1er civ. 13 mai 2014, « Appréciation restrictive de la voie de fait par la Cour de cassation », RLDC 2014/119, p. 77

Obs. sous Cass. 3e civ. 18 juin 2014, « Les installations de France-Telecom-Orange ne sont plus des ouvrages publics, RLDC 2014/119, p. 77

Obs. sous Cass. 3e civ. 6 mai 2014, « Prescription de l'action en réduction ou arrachage des plantations irrégulières en limite de fonds », RLDC 2014/119, p. 78

Obs. sous Cass. 1er civ. 28 mai 2014, « L'étude d'un administrateur judiciaire n'a pas de valeur patrimoniale », Journal des sociétés, n° 124, novembre 2014, p. 64

Note sous Cass. com. 11 juin 2014, « La déclaration d'insaisissabilité n'interdit pas l'inscription d'une hypothèque judiciaire à titre conservatoire sur l'immeuble », Annales des loyers 2014, p. 3012

Obs. sous Cass. 1er civ. 8 octobre 2014, « Preuve de la propriété mobilière entre époux séparés de biens », RLDC 2015/124, p. 59

Obs. sous Cass. 1er civ. 8 octobre 2014, « Legs de bien indivis par un seul indivisaire », RLDC 2015/124, p. 61

Obs. sous Cass. 1er civ. 9 juillet 2014 et Cass. 1er civ. 16 septembre 2014, « Actes conservatoires susceptibles d'être accomplis à l'initiative d'un seul indivisaire », RLDC 2015/124, p. 62

Obs. sous Cass. 1er civ. 24 septembre 2014 et Cass. 1er civ. 5 novembre 2014, « Indemnité d'occupation pour jouissance privative d'un bien indivis », RLDC 2015/124, p. 62

Obs. sous Cass. 3e civ. 16 septembre 2014, « Faculté de rétractation de l'article L. 271-1 du Code de la construction et de l'habitation pour les sociétés et rapport direct avec son objet social », RLDC 2015/124, p. 64

Obs. sous Cass. 3e civ. 24 septembre 2014, « Nullité de la clause soumettant la cession du bail à construction à l'agrément du bailleur », RLDC 2015/124, p. 65

Obs. sous Cass. soc. 22 octobre 2014, « Le local affecté au comité d'entreprise est-il un bien comme un autre ? », RLDC 2015/124, p. 68

Note sous Cass. 3e civ. 28 janvier 2015, « La durée limitée du droit réel de jouissance spéciale », Annales des loyers avril 2015, p. 95 à 112

Obs. sous Cass. 3e civ. 17 décembre 2014, « L'erreur légitime, condition de l'application de la théorie de la propriété apparente », RLDC 2015/127, p. 69

Obs. sous Cass. 3e civ. 18 février 2015, « Nullité de la promesse synallagmatique de vente immobilière de longue durée consentie par une personne physique sous seing privé », RLDC 2015/127, p. 71

Obs. sous Cass. 1er civ. 5 novembre 2014, « La renonciation à un droit s'opère sans formalisme », RLDC 2015/127, p. 73

Obs. sous Cass. 3e civ. 14 janvier 2015, « Contestation d'une notoriété acquisitive : charge de la preuve », RLDC 2015/127, p. 73

Obs. sous Cass. 3e civ. 11 février 2015, « Un acte de partage ne constitue pas un juste titre permettant une prescription abrégée », RLDC 2015/127, p. 75

Obs. sous Cass. 3e civ. 11 février 2015 et Cass. 3e civ. 17 février 2015, « Empiètement souterrain : entre prescription extinctive et prescription acquisitive », RLDC 2015/127, p. 75

Obs. sous Cass. 3e civ. 3 décembre 2014, « L'attribution éliminatoire peut être demandée au moment du partage d'une indivision conventionnelle », RLDC 2015/127, p. 76

Obs. sous Cass. 3e civ. 11 mars 2015, « Qualification restrictive de la voie de fait… la troisième chambre civile confirme », RLDC 2015/127, p. 76

Note sous Cass. com. 29 septembre 2015, « Précisions sur la préjudice personnel distinct de l'associé-dirigeant », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2016, p. 38

Obs. sous Cass. 3e civ. 16 septembre 2015 et Cass. 1er civ. 30 septembre 2015, « Fermeture de deux salles de prière », RLDC 2016/135, p. 58

Obs. sous Cass. 3e civ. 13 mai 2015 et Cass. 3e civ. 10 juin 2015, « De quels titres peut-on se prévaloir pour contrer la présomption de propriété du dessous ? », RLDC 2016/135, p. 60

Obs. sous Cass. 3e civ. 24 juin 2015 et Cass. 3e civ. 29 septembre 2015, « Le régime applicable aux chemins d'exploitation ne se confond pas avec celui des servitudes », RLDC 2016/135, p. 62

Obs. sous Cass. 1er civ. 25 novembre 2015 (2 arrêts), « Un syndicat de copropriétaires représenté par un syndic professionnel reste un non-professionnel », RLDC 2016/135, p. 65

Obs. sous Cass. 1er civ. 13 janvier 2016, « Pas de fin de non recevoir tirée de l'article 1360 du code de procédure civile pour l'action oblique en partage de l'indivision », RLDC 2016/139, p. 29

Obs. sous Cass. 1er civ. 2 décembre 2015, « Nécessité d'un mandat spécial écrit donné à l'unanimité des indivisaires à un professionnel de l'immobilier pour consentir un bail commercial », RLDC 2016/139, p. 29

Obs. sous Cass. 1er civ. 2 décembre 2015, « La licitation de biens indivis sur le fondement de l'article 815-6 du code civil n'opère pas partage », RLDC 2016/139, p. 30

Obs. sous Cass. 1er civ. 13 janvier 2016, Cass. 1er civ. 27 janvier 2016, « Occupation privative de l'immeuble indivis et charge de l'impôt foncier », RLDC 2016/139, p. 30

Obs. sous Cass. 3e civ. 5 novembre 2015, Cass. 3e civ. 3 décembre 2015, Cass. 3e civ. 14 janvier 2016, Cass. 3e civ. 14 janvier 2016, Cass. 3e civ. 28 janvier 2016, Cass. 3e civ. 17 mars 2016, « Actualité jurisprudentielle des servitudes de passage en cas d'enclave », RLDC 2016/139, p. 31

Note sous Cass. com. 1er mars 2016, n°14-16.402, « Moment d'appréciation de la disproportion de l'engagement de caution personne physique et plan de sauvegarde du débiteur principal », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2016, p. 253

Note sous Cass. com. 5 avril 2016, n° 14-20.169, « La clause de majoration des intérêts est une clause pénale que le juge-commissaire peut réduire au moment de l'admission des créances », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2016, p. 266

Note sous Cass. com. 5 avril 2016, n° 14-20.467, « Contestation de l'état des créances par les tiers intéressés : recevabilité de la réclamation du tiers détenteur d'un immeuble affecté en garantie », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2016, p. 320

Obs. sous Cass. 3e civ. 8 septembre 2016, n° 14-26.953, « Nouvel arrêt « Maison de poésie » avec une précision inédite : le droit réel de jouissance spéciale concédé pour la durée de vie d'une personne morale n'est pas perpétuel », RLDC 2016/142, p. 28

Obs. sous Cass. 1re civ. 13 avril 2016, n° 15-13.312, « La clause qui porte une atteinte excessive au droit de demander le partage doit être réputée non écrite », RLDC 2016/142, p. 29

Obs. sous Cass. 3e civ. 7 juillet 2016, n° 15-10.278, « Indivision sur un droit d'usage et d'habitation », RLDC 2016/142, p. 30

Obs. sous Cass. 3e civ. 15 septembre 2016, n° 15-15.172, « L'usufruitier n'a pas à être convoqué aux assemblées générales qui ne statuent pas sur l'affectation des bénéfices », RLDC 2016/142, p. 31

Obs. sous Cass. 1re civ. 22 juin 2016, n° 15-19.471 et n° 15-19.516, « Les réserves distribuées par une société doivent bénéficier aux seuls nus-propriétaires », RLDC 2016/142, p. 31

Note sous Cass. com. 21 juin 2016, n° 15-100.28, « Compétence exclusive du mandataire judiciaire et action individuelle : toujours la démarcation entre préjudice collectif et préjudice personnel distinct du créancier », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2016, p. 421

Note sous Cass. com. 2 novembre 2016, n° 14-24.540, « Absence de déclaration d'une créance de réparation consécutive à un détournement de fonds dont le fait générateur est antérieur à l'ouverture de la procédure collective », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2017, p. 32

Obs. sous Cass. 3eciv. 11 févr. 2016, n° 15-21.949 ; Cass. 3e civ. 10 nov. 2016, n° 15-19.561 ; Cass. 3e civ. 10 nov. 2016, n° 15-25.113 ; Cass. 3e civ. 10 nov. 2016, n° 15-21.949 ; Cass. 3e civ. 15 déc. 2016, n° 16-40.240 : « Pas de contrôle de constitutionnalité ni de proportionnalité de la sanction de l'empiétement », RLDC 2017/145, p. 35

Obs. sous Cass. 3e civ. 8 sept. 2016, nos 15-21.381 et 15-22.374 : « Distinction entre bail emphytéotique et bail à construction et révision de la redevance du preneur », RLDC 2017/145, p. 36

Obs. sous Cass. 3e civ. 8 sept. 2016, n° 15-20.371, « Confusion partielle d'une servitude après réunion dans la même main du fonds dominant et de certaines parcelles du fonds servant », RLDC 2017/145, p. 37

Obs. sous Cass. 3e civ. 20 oct. 2016, n° 15-20.044 : « Conditions du droit d'accession du bief d'un moulin et de ses francs-bords », RLDC 2017/145, p. 38

Obs. sous Cass. com. 22 février 2017, n° 15-159.942, « L'indemnité de recouvrement forcée comprise dans un contrat de prêt ne peut pas être prise en compte au passif de la procédure de sauvegarde », Journal des sociétés n° 151, avril 2017, p. 69 et Journal spécial des sociétés 3 juin 2017, n° 44, p. 12

Note sous Cass. com. 18 janvier 2017, n° 14-26.703, « Responsabilité non subsidiaire du mandataire judiciaire qui n'a pas conservé des fonds versés en exécution d'un arrêt frappé de pourvoi », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2017, p. 224

Obs. sous Cass. 1re civ. 20 avril 2017, n° 16-16.457, n° 16-17.233, « Compétence du Président du tribunal de grande instance en la forme des référés pour régler à titre provisoire l'exercice du droit d'usage et de jouissance des biens indivis », RLDC 2017/152, p. 38

Obs. sous Cass. 3e civ. 27 avril 2017, n° 16-13.953, « Elagage des arbres du voisin en espace boisé classé », RLDC 2017/152, p. 38

Obs. sous Cass. 3e civ. 6 juillet 2017, n° 16-19.539, « Conditions de l'usage gratuit d'une source d'eau nécessaire aux habitants d'une commune », RLDC 2017/152, p. 39

Obs. sous Cass. 3e civ. 27 avril 2017, n° 16-10.753, « La présomption de propriété par accession peut être renversée par la preuve contraire résultant de la prescription », RLDC 2017/152, p. 40

Obs. sous Cass. 3e civ. 11 mai 2017, n° 16-14.339, « Un syndicat des copropriétaires peut agir à l'encontre d'un copropriétaire sur le fondement de la théorie des troubles anormaux du voisinage », RLDC 2017/152, p. 40

Obs. sous Cass. 3e civ. 22 juin 2017, n° 16-13.651, « L'obligation de publier une assignation en nullité d'une vente immobilière ne porte pas atteinte au droit d'accès au juge », RLDC 2017/152, p. 41

Note sous Cass. com. 13 septembre 2017, n° 1611.531, « Seul le comptable de la commune peut agir en relevé de forclusion », Bulletin Joly entreprises en difficulté 2017, p. 420

Obs. sous Cass. 1re civ. 22 juin 2017, n° 16-18.418, « Clause de déchéance du terme et nécessité d'une mise en demeure préalable », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 41 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 10

Obs. sous Cass. 1re civ. 20 septembre 2017, n° 16-23.631, « Clause d'anatocisme dans le prêt destiné à financer une activité professionnelle », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 41 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 10

Obs. sous Cass. com. 4 mai 2017, n° 15-19.141, « Clause d'indemnité de recouvrement et qualification de clause pénale », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 42 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 10

Obs. sous Cass. com. 25 octobre 2017, n° 16-11.644, « Hameçonnage et négligence grave du titulaire de la carte de paiement », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 42 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 11

Obs. sous Cass. com. 12 juillet 2017, n° 15-27.891, « Devoir de non-immixtion et de vigilance dans le fonctionnement du compte », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 43 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 12

Obs. sous Cass. 1re civ. 5 juillet 2017, n° 16-17.103, « Limite au devoir de mise en garde du banquier en l'absence d'anomalies apparentes sur les faux justificatifs de revenus produits pour solliciter un prêt », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 43 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 12

Obs. sous Cass. 1er civ. 29 mars 2017, n° 15-23.324 et Cass. 1re civ. 20 septembre 2017, n° 16-19.676, « Assurance emprunteur : obligation d'information et de conseil du banquier », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 44 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 13

Obs. sous Cass. com. 18 mai 2017, n° 15-12.338 et Cass. com. 12 juillet 2017, n° 16-10.793, « Champ d'application de l'irresponsabilité bancaire de l'article L. 650-1 du Code de commerce », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 44 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 13

Obs. Cass. com. 25 octobre 2017, n° 16-16.839, « La rupture ou le non-renouvellement de crédits bancaires ne relève pas des dispositions de l'article L. 442-6, I, 5° du Code de commerce sur la rupture des relations commerciales établies mais exclusivement des dispositions du code monétaire et financier », Journal des sociétés n° 158, décembre 2017, p. 45 et Journal spécial des sociétés n° 2 du 10 janvier 2018, p. 14

Note sous Cass. com. 13 septembre 2017, n° 16-15.990 à 16-15.999, « Régularisation d'une déclaration de créance effectuée par une personne dépourvue de qualité à agir : nécessité que le créancier devienne partie à l'instance avant toute forclusion », Bulletin Joly Entreprises en difficulté, 2018, p. 34

Obs. sous Cass. 1re civ. 10 janvier 2018, n° 16-25.190, « Le titre de propriété et les quotités d'acquisition priment l'origine du financement pour fixer les droits des indivisaires sur les biens indivis », RLDC 2018/157, p. 29

Obs. sous Cass. 3e civ. 21 décembre 2017, n° 16-25.406, « Démolition sanctionnant l'empiétement : pas plus de contrôle de conventionalité qu'il n'y a de contrôle de proportionnalité ou de constitutionnalité ! », RLDC 2018/157, p. 29

Obs. sous Cass. 3e civ. 23 novembre 2017, n° 15-26.240, n° 15-26.761, « Servitude de vue : Les distances prescrites par l'article 678 ne s'appliquent que lorsque les fonds sont contigus », RLDC 2018/157, p. 31

Obs. sous Cass. 3e civ. 21 décembre 2017, n° 16-25.469, « Compétence du juge des référés : l'occupation sans droit ni titre du bien d'autrui constitue un trouble manifestement illicite », RLDC 2018/157, p. 32

Obs. sous Cass. 3e civ. 19 octobre 2017, n° 16-19.843, « L'offre de renouvellement d'un bail commercial doit être faite à l'usufruitier et au nu-propriétaire », RLDC 2018/157, p. 32

Note sous Cass. com. 24 janvier 2018, n° 16-23.655, « Pas de suspension du délai de prescription pour le débiteur pendant la liquidation judiciaire », Bulletin Joly Entreprises en difficulté 2018, p. 95

Note sous Cass. com. 7 février 2018, n°16-24.481, « EIRL : le dépôt d'une déclaration d'affectation sans aucune mention des éléments affectés à l'activité justifie la réunion des patrimoines », Petites affiches 15 mai 2018, n° 97, p. 10

Obs. sous Cass. 1re civ. 31 janvier 2018, n° 16-23.591, « Le droit à l'image d'une personne s'éteint au décès », RLDC 2018/161, p. 44

Obs. sous Cass. 3e civ. 12 avril 2018, n° 16-24.556, « L'action en bornage est un acte d'administration qui doit être initié à la majorité d'au moins deux tiers des droits indivis », RLDC 2018/161, p. 44

Obs. sous Cass. 3e civ. 12 avril 2018, n° 16-24.708, « Pas de servitude au profit du propriétaire d'un fonds dominant s'il est aussi indivisaire du fonds servant », RLDC 2018/161, p. 45

Obs. sous Cass. 3e civ. 5 avril 2018, n° 1712.593, « Extinction de la servitude conventionnelle dont la destination déterminée par le titre est devenue impossible », RLDC 2018/161, p. 45

Obs. sous Cass. 3e civ. 15 mars 2018, n° 17-14.366, « Impossibilité de créer une servitude de passage après le classement d'une parcelle en espace boisé classé », RLDC 2018/161, p. 46

Obs. sous Cass. 3e civ. 17 mai 2018, n° 16-15.792, « Expulsion et démolition du domicile construit illégalement sur le terrain d'autrui : pas d'ingérence disproportionnée eu égard à la gravité de l'atteinte portée au droit de propriété », RLDC 2018/161, p. 46

Obs. sous Cass. 1er civ. 15 juin 2017, n° 17-40.035, « Intérêt patrimonial de l'enfant et clause d'exclusion de l'administration légale des biens donnés ou légués au mineur », JCP éd. N. 2018, 1260

Obs. sous Cass. 1er civ. 14 mars 2018, n° 17-16.482, « Immeuble de la SCI constituant le logement de la famille », JCP éd. N. 2018, 1261

Obs. sous Cass. 3e civ. 21 décembre 2017, n° 16-26.500, « Immeuble de la SCI donnée en garantie de la dette des associés », JCP éd N. 2018, 1261

Obs. sous Cass. 3e civ. 7 juin 2018, n° 17-17.240, « Copropriété : perpétuité du droit réel de jouissance spéciale prévu par le règlement de copropriété entre des lots de copropriété », Annales des loyers 2018, n° 11, p. 105 et RLDC 2018/164, p. 28

Obs. sous CE ass. 13 avril 2018, n° 397047, « Pas de droit exclusif sur l'image des biens du domaine public », RLDC 2018/164, p. 30

Obs. sous Cass. 3e civ. 14 juin 2018, n° 17-14.191, « Action en trouble anormal du voisinage entre copropriétaires à la suite de l'effondrement d'un mur de soutènement », RLDC 2018/164, p. 31

Obs. sous Cass. 1re civ. 6 juin 2018, n° 17-16.091, « Régime de l'action en revendication mobilière », RLDC 2018/164, p. 31

Obs. sous Cass. 3e civ. 14 juin 2018, n° 17-20.280, « Le passage des canalisations en sous-sol est possible uniquement si la convention de servitude le prévoit », RLDC 2018/164, p. 32

Obs. sous Cass. 3e civ. 14 juin 2018, n° 17-20.567, « L'existence de servitudes conventionnelles de passage n'exclut pas la qualification d'un chemin d'exploitation » RLDC 2018/164, p. 33

Obs. sous Cass. com. 6 juin 2018, n° 16-23.996, « La dissimulation fautive ou frauduleuse par le débiteur de sa procédure collective ne fait pas échec à l'arrêt des poursuites individuelles », Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 41

Obs. sous Cass. com. 24 mai 2018, n° 17-10.117, « L'insuffisance d'actif ne se confond pas avec la cessation des paiements », Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 42

Obs. sous Cass. com. 24 mai 2018, n° 17-10.119, « Le remboursement d'un compte courant peut constituer une faute de gestion s'il constitue un paiement préférentiel au détriment des créanciers », Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 42

Obs. sous Cass. com. 9 mai 2018, n° 16-26.684, « Appréciation souveraine par les juges du fond du montant de la condamnation *in solidum* d'un couple de gérants dans la limite de l'insuffisance d'actif », Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 43

Obs. sous Cass. com. 24 mai 2018, n° 16-26.387, « Inapplication de l'article L. 650-1 du Code de commerce en cas de manquement à l'obligation de mise en garde du conjoint in bonis », Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 44

Obs. sous Cass. com. 9 mai 2018, n° 17-10.965, « Application de l'article L. 650-1 du Code de commerce au prêt consenti en période suspecte », Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 44

Obs. sous Cass. 18 janvier 2017, n° 15-17.125, « Inapplication de l'article L. 650-1 du code de commerce en cas de manquement à l'obligation de mise en garde du conjoint *in bonis* », Journal des sociétés n° 167, octobre 2018, p. 45

Obs sous Cass. 3e civ. 13 septembre 2018, n° 15-24.655, « Le régime légal de l'indivision ne s'applique pas à une indivision forcée et perpétuelle », RLDC mars 2019 à paraître

Obs. sous Cass. 3e civ. 29 novembre 2018, n° 17-22.508, « Chaque propriétaire d'un chemin d'exploitation peut en interdire l'accès aux non-riverains », RLDC mars 2019 à paraître

Obs. sous Cass. 1er civ. 3 octobre 2018, n° 17-26.020, « L'occupation privative du bien en tontine ne justifie pas nécessairement d'une indemnité d'occupation », RLDC mars 2019 à paraître

Obs. sous Cass. 1er civ. 5 décembre 2018, n° 17-31189, « Occupation privative de l'immeuble indivis et charge de la taxe d'habitation », RLDC mars 2019 à paraître

Obs. sous Cass. 3e civ. 13 décembre 2018, n° 17-31.270, « L'action en bornage ne peut être exercée lorsque les fonds sont séparés par une limite naturelle », RLDC mars 2019 à paraître

Obs. sous Cass. 3e civ. 18 octobre 2018, n° 17-26.734, « La publicité foncière n'étant pas constitutive de droits, les corrections et annotations fautives apportées par le service de publicité foncière ne sont pas réparables par l'Etat », RLDC mars 2019 à paraître

Obs. sous Cass. 3e civ. 17 janvier 2019, n° 17-26.695, « Le nu-propriétaire indivis de droits sociaux peut en sa qualité d'associé demander la désignation d'un administrateur provisoire », RLDC mars 2019 à paraître